

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Arrêté préfectoral portant mise en demeure**  
**à l'encontre**  
**de la société RECKITT BENCKISER FRANCE à Chartres**  
**(n° ICPE 0010004151)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la Société RECKITT BENCKISER FRANCE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Chartres en date du 3 mai 2004 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de produits d'entretien et de cosmétiques délivré à la société RECKITT BENCKISER FRANCE le 2 novembre 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets d'eau applicables à la société RECKITT BENCKISER FRANCE afin de mettre en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et des dispositions de gestion de crise du 12 juillet 2024 ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées à RECKITT BENCKISER FRANCE en date du 17 mars 2025, rappelant ses obligations en matière de production d'un diagnostic des prélèvements et rejets et d'un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise tels que mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024 sus-visé, et lui demandant d'adresser ces éléments dans un délai d'un mois ;

**Vu** le courrier en date du 12 juin 2025 informant l'exploitant des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** que le diagnostic précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu mentionné à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024 sus-visé n'a pas été transmis par l'exploitant dans les délais impartis ;

**Considérant** que le calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise mentionné à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024 sus-visé n'a pas été transmis par l'exploitant dans les délais impartis ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets d'eau applicables à la société RECKITT BENCKISER FRANCE afin de mettre en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et des dispositions de gestion de crise du 12 juillet 2024 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECKITT BENCKISER FRANCE de respecter les prescriptions de ces articles, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

#### **Arrête :**

**Article 1** – La société RECKITT BENCKISER France, entreprise réalisant la fabrication de produits d'entretien et de produits cosmétiques, dans des locaux situés 98 route de Sours — BP 835 — 28011 CHARTRES Cedex est mise en demeure de respecter la l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024 en transmettant, dans un délai d'un mois :

- Le diagnostic, défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024, précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu ;
- Le calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024. Conformément à l'article 4 de ce même arrêté, le calendrier sera accompagné d'une analyse technico-économique argumentée des opérations décrites.

#### **Article 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 4 – NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

#### **Article 5 – EXÉCUTION**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 30 JUIL. 2025

Le Préfet,  
Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

